

Pierre Miquel

LE PIÈGE DE MUNICH



Denoël

avant de la publication

LE PIÈGE DE MUNICH

DU MÊME AUTEUR
AUX MÊMES ÉDITIONS

Compagnons de la Libération, 1995
1937, au lendemain du Front populaire, 1997

Pierre Miquel

**LE PIÈGE
DE
MUNICH**

Denoël

*En application de la loi du 11 mars 1957,
il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement
le présent ouvrage sans l'autorisation de l'éditeur
ou du Centre français d'exploitation du droit de copie.*

© 1998, by Éditions Denoël
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
ISBN 2.207.24786.4
B 24786.9

Le rendez-vous de Munich

Jeudi 29 septembre 1938. Le monde retient son souffle. À Prague, la population tchèque entasse des sacs de sable autour des fenêtres et creuse des abris antiaériens, redoutant un bombardement imminent de la Luftwaffe, l'aviation moderne de Hitler. On remue aussi la terre en Angleterre, de peur d'un raid des bombardiers de Goering. La France a mobilisé plusieurs classes, la Royal Navy fait chauffer les machines des croiseurs de bataille. Les blindés allemands défoncent de leurs chenilles d'acier les routes du sud de la Bavière ou du nord de l'Autriche. Les Dornier à croix noire s'approchent des frontières de Bohême. Est-ce la guerre ?

Deux avions partent pour Munich, en Bavière, de deux capitales d'Europe occidentale. Un *Lockheed Electra* des British Airways attend sur l'aéroport de Heston un vieil homme vêtu de noir, son parapluie ouvert. Une pluie fine, un vrai crachin n'empêche pas Neville Chamberlain, le Premier ministre britannique, de sourire aux journalistes. Il est porteur des derniers espoirs de paix.

Il a mené avec Hitler les négociations sur le problème tchèque de bout en bout, et il a échoué. L'interlocuteur privilégié du Führer, malgré son âge avancé, a fait le double voyage de Berchtesgaden, le nid d'aigle, et de Bad Godesberg sur le Rhin, en deux rencontres face-à-face qui ont mis l'Europe au seuil de

la guerre : Hitler a sommé les Tchèques d'évacuer les territoires allemands des Sudètes, compris en 1919 par la paix de Versailles dans les frontières de la Tchécoslovaquie, faute de quoi l'armée allemande occupera le terrain, au plus tard le 1^{er} octobre, quoi qu'il arrive.

Un deuxième avion prend la piste pour sauver la paix : un bimoteur d'Air France charge au Bourget le président du Conseil français Édouard Daladier et son escorte. Le petit homme arbore une cravate sombre sur sa chemise blanche. Son feutre de Français moyen permet à peine de le reconnaître dans le brouillard dense. Il a la mine contrariée, comme s'il mâchait du mépris.

Ainsi le vieil homme venu de Londres n'est plus seul devant Hitler : Daladier, qui vient de s'affirmer prêt à faire la guerre, a accepté de se joindre à Chamberlain. Il est le seul que Hitler ne connaisse pas, le représentant du seul État d'Europe capable, par sa force militaire disponible, la glorieuse armée française de 1918, de mettre un terme aux projets de Hitler, le seul qui ait vocation à défendre ce qui reste de la paix de Versailles, celle qui a permis la création du jeune État tchécoslovaque, uni à la France par une alliance militaire défensive en bonne et due forme.

Les deux chefs de gouvernement occidentaux doivent rejoindre, à Munich, le chancelier Hitler qui les a conviés, par l'intermédiaire de Benito Mussolini. Celui-ci se flatte d'avoir sauvé la paix et s'attribue déjà le mérite de l'initiative de la conférence à quatre. Chamberlain et Daladier ont accepté, dit-il, son arbitrage. Hitler lui en est sans doute reconnaissant, puisqu'il se lève à l'aube et prend le train pour aller à sa rencontre sur la frontière du Brenner.

Il accueille le Duce à la station de Kufstein, sur l'ancienne frontière austro-allemande, à quelques kilomètres au sud de Munich, dès que le train de luxe parti de Rome la veille à 18 heures s'arrête le long du quai. Mussolini monte alors dans le

wagon-salon personnel du Führer. Il est le seul à se rendre à Munich accompagné de son ministre des Affaires étrangères, son propre gendre, le comte Ciano : ni le ministre français Georges Bonnet, ni le Britannique lord Halifax ne sont du voyage.

Le ministre allemand Joachim von Ribbentrop a été délégué pour accueillir Daladier, dont l'avion se pose à 11 h 15. Le président français sort le premier, accompagné de sa suite : Alexis Léger, secrétaire général du Quai d'Orsay, Charles Rochat, sous-directeur d'Europe, Marcel Clappier, chef de cabinet. Derrière Ribbentrop attendent André François-Poncet, l'ambassadeur de France, et le capitaine Paul Stehlin, attaché militaire de l'air à Berlin. Une compagnie de S.S. rend les honneurs.

Mince, ascétique, un bec d'aigle sur un visage rude raviné de rides profondes, rendu encore plus inhospitalier par une moustache en brosse courte et grise et des sourcils broussailleux, à peine éclairé d'un sourire sarcastique (on dit dans la presse : sardonique), le clergyman-pasteur-maître d'école Chamberlain, qui se dit « solide comme un fil de fer », a l'habitude du cérémonial nazi. Il se rend sans sourciller dans la Mercedes découverte mise à sa disposition, saluant au contraire largement de la main la foule allemande qui l'applaudit à son arrivée au *Regina Palace Hotel*.

Daladier est surpris, embarrassé par la chaleur de la foule bavaroise. Il attribue cet accueil à l'amour de la paix du peuple allemand, particulièrement de ces Allemands du Sud, des « Méridionaux », dit-il, comme si les Bavarois n'avaient pas constitué la force militaire la plus solide de l'armée allemande depuis 1870, comme si Munich n'avait pas été le berceau du nazisme. Il a pourtant passé en revue, à l'atterrissage, une compagnie de S.S. avant de monter dans la limousine de Ribbentrop pour gagner l'*Hôtel des Quatre Saisons*. Se berce-t-il d'illusions sur le caractère spontané de l'accueil des Allemands ? Quand il salue « le patron jovial » de l'hôtel bavarois « calme et

vieillot », il se demande si Hitler n'est pas résolu à revoir son calendrier d'agressions en raison de l'attachement des foules allemandes à la paix. Mais il rejette aussitôt ces vues optimistes, et allume une Gauloise, pour réfléchir. Il se souvient de la garde S.S. de l'aéroport. Un pli amer barre son visage. Il est déjà las de ce voyage qui le lance dans l'arène comme un taureau entravé. Un piège, se dit-il, en levant la tête vers les croix gammées qui flamboyaient à l'aéroport, un piège à cons.

Il pense qu'il n'a décidément rien de commun avec son compagnon de géhenne Chamberlain, et pourtant il ne peut rien entreprendre sans lui et, bien sûr, rien contre lui. Même s'il apparaît comme le plus redoutable, le mieux armé, le plus dangereux pour Hitler, il est en position seconde. Il ne connaît pas Hitler, à peine Chamberlain. Toutes ses rencontres, à Londres et à Paris, avec le leader britannique lui ont appris qu'il avait la volonté la plus ancrée de ne pas intervenir sur le continent. Il n'y a rien à attendre, dans cette rencontre à quatre, du couple Daladier-Chamberlain.

Le Premier ministre anglais est l'image de la vieille Angleterre. Il est l'héritier d'une dynastie. Son père, Joseph, maire de Birmingham, ministre de Gladstone, était un impérialiste conservateur et protectionniste. Son frère aîné, Joseph Austen, un des chefs du parti conservateur, avait signé le pacte de Locarno, qui garantissait en 1925 les frontières occidentales de l'Allemagne, ce qui lui avait valu le prix Nobel de la paix. Arthur Neville était le premier Chamberlain qui ne portât pas le prénom dynastique de Joseph.

À soixante-neuf ans, l'héritier de la mairie de Birmingham était au terme de sa carrière politique : furieusement conservateur, il avait pourtant imposé une politique sociale avancée en matière de santé et lutté contre la crise en dévaluant la livre sterling. Il tenait avant tout à maintenir dans la bourrasque mon-

diale le cap du navire Angleterre, en fermant les écoutilles, bloquant les hublots, acceptant les lames fortes, au prix d'un resserrement drastique des forces économiques et financières sur l'espace britannique.

Le protectionnisme jadis prêché par son grand-père était sa bible. Il ne se souciait dans le monde que de l'espace protégé britannique, qu'il venait d'ouvrir modérément à l'Ouest, choix significatif, par un traité de commerce vers l'Amérique de Roosevelt. Il était prêt à lâcher l'Europe aux chiens dictateurs, pourvu qu'ils fussent satisfaits de bas morceaux sur le Danube et qu'ils n'eussent pas l'audace de franchir le Rhin aux eaux vertes, menaçant ainsi la paix que son frère aîné Joseph Austen avait garantie à Locarno, avec le Français Briand et l'Allemand Stresemann.

Son partenaire français, Édouard Daladier, était le fils de ses œuvres, un homme de rien, venu du Sud. Son père était boulanger à Carpentras, dans le Vaucluse. Le jeune boursier, à défaut de l'hérédité des notables, avait suivi la filière balisée de la promotion républicaine : parvenu à l'agrégation d'histoire à force de sacrifices, il avait été stimulé à Lyon par la présence de l'autre Édouard, l'éblouissant normalien Herriot, rond comme un soleil, plus qu'à l'aise dans les citations latines, véritable Gaffiot du code de conduite républicaine et tout-puissant potentat du parti radical. Célèbre par ses foucades (on le baptisait le « taureau du Vaucluse »), le second Édouard avait sur l'ancien l'avantage de s'être illustré au front : sergent au 2^e régiment de marche de la légion étrangère, il devait être le destinataire de plusieurs citations et finir la guerre avec les galons de lieutenant, ayant combattu à Verdun.

Au parti radical, il était de la « génération du feu », contre les sachems compassés de la tradition centriste et pacifiste : pour Herriot, les maîtres à penser étaient Alain ou le normalien Jean Guéhenno, parti en guerre contre son gré en 1914 parce que, disait-il, « un archiduc autrichien dont personne ne savait plus

le nom avait été tué à Sarajevo ». Plus proche, par le souvenir du front, d'un colonel de La Rocque dont il devait subir les assauts le 6 février 1934, Édouard Daladier était plus sensible qu'Herriot aux angoisses stridentes des « jeunes radicaux », les Jacques Kayser, les Pierre Mendès France, qui lui représentaient le nazisme sous son vrai jour : une hystérie raciste et guerrière en passe de submerger l'Europe. Pourtant son personnage était ambigu : s'il passait à leurs yeux pour un homme décidé à arrêter le nazisme, même au prix d'un nouveau conflit, il pouvait aussi laisser parler sa fibre d'ancien combattant pour rejoindre, en défendant la paix à tout prix, le pacifisme d'un Chamberlain, trop âgé pour avoir fait la guerre.

Mieux que Chamberlain, ne peut-il s'entendre, « d'homme à homme », avec les anciens combattants du camp adverse, Mussolini et Hitler ? Ne risque-t-il pas de trouver aisément un langage commun, en dépit de son aspect burlesque et emphatique, avec le dictateur « romain » ? Ce foudre de guerre n'a-t-il pas, le premier, intérêt à la paix ?

À l'hôtel *PrinzKarlpalast*, où le Führer l'a somptueusement installé, alors que sa propre délégation est reléguée au *Continental*, Mussolini fait l'objet d'un traitement spécial. Il n'est pas l'arbitre neutre, venu d'un pays calme et tranquille, mais l'allié de cœur qui étale ses privilèges. Le « médiateur » est un partenaire, prêt à jouer son rôle. Est-il resté fidèle aux souvenirs douloureux de la « génération du front » ? Daladier peut-il espérer toucher cette corde sensible ?

Combattant, Mussolini l'avait été beaucoup moins que Daladier : sanglé dans son uniforme clair décoré de symboles antiques, faisceaux, aigles impériales, quand il paraît dans le hall du palace munichois, le Duce revient de loin. Ancienne idole du parti socialiste, directeur du journal *Avanti!*, il avait été successivement chassé du journal et du parti pour sa volte-face du 18

octobre 1914, quand il avait pris position pour la guerre. « Nous pouvons hâter la révolution », écrivait-il alors, au grand scandale de ses ex-amis socialistes, « il faut faire couler le sang. » Créateur du *Popolo d'Italia*, financé en partie par des fonds français après sa création, il trônait dans un bureau décoré du drapeau noir des *Arditi*, ces corps francs de l'irrédentisme italien, partis pour libérer Fiume et Trieste, et plaçait sur son bureau, en permanence, un revolver et une grenade.

Mais l'idole des garibaldiens ne fut pas immédiatement mobilisé quand il se déclara volontaire pour le front. On le fit attendre : la guerre fut déclarée, le 24 mai, et il ne reçut sa feuille de route que le 31 août. Pas la moindre citation dans ses états de service. Simple soldat au 11^e régiment de bersagliers, il escadait en septembre les rochers des Alpes, le visage dissimulé par un passe-montagne. En novembre, une fièvre typhoïde le renvoyait à l'hôpital. Il passait sa permission de convalescence à Milan où il écrivit des articles patriotiques dans son journal. De retour au front en février 1916, il avait reçu les galons de caporal, sa seule promotion de guerre. Il resta dès lors en ligne dans le Carso, sans recevoir la moindre blessure, jusqu'au 23 février 1916. Ce jour-là, il fut enfin blessé, mais par le tir de réglage d'un lance-bombes italien qui avait explosé.

Le voilà sorti de la mêlée, à peu de frais, avec une fracture du tibia mal réduite, qui lui rend douloureux le port des bottes. Il reprend son « poste », sur le front du journalisme, en multipliant les articles incendiaires contre les défaitistes dans le *Popolo d'Italia*. Loin de déplorer l'entrée en guerre de son pays, il soutient jusqu'au bout l'effort patriotique, jusqu'à la victoire, et milite alors aux côtés des irrédentistes et de tous les déçus de Versailles. Il utilise le sentiment « ancien combattant », non pour déplorer la guerre, mais pour exiger la révision des traités et obtenir enfin le salaire du sacrifice.

Le triomphe du fascisme, en 1922, reposait largement sur la déception des hommes des tranchées. Les compagnons de la

marche sur Rome arboraient les décorations gagnées au front. Daladier ne pouvait assurément pas partager ce culte du souvenir de la Grande Guerre détourné par les amis du Duce à des fins nationalistes.

Il connaissait Mussolini depuis que, président du Conseil de janvier à octobre 1933, il avait eu à négocier avec lui le Pacte à quatre, projet de sécurité garantie par les puissances européennes (France et Grande-Bretagne, Italie et Allemagne) dont Mussolini attendait des effets révisionnistes, mais que Daladier considérait, selon la formule d'Émile Roche, comme un « pacte à trois pour tenir l'Allemagne ». Daladier faisait alors fond sur le « Latin » Mussolini pour contenir les ambitions désormais prévisibles du dictateur allemand.

Une affaire qui avait mal tourné, et dont Daladier gardait le plus mauvais souvenir, puisque l'Allemagne, que le pacte était destiné à contenir, avait quitté le 17 octobre la conférence de Genève. Laval avait pris la relève du mussolinotropisme, constituant en avril 1935 avec MacDonald et de nouveau le Duce le « front de Stresa », à l'époque où Mussolini se cherchait des alliés pour empêcher Hitler de faire main basse sur l'Autriche.

Mais l'agression de l'Éthiopie par les Italiens le 3 octobre 1935 avait fait voler en éclats le « front de Stresa » : Laval était tombé, accusé d'avoir laissé hypocritement les mains libres à Mussolini. Daladier, vice-président du Conseil du cabinet Blum, était devenu, dans l'esprit de Mussolini, une sorte d'anti-Laval, depuis qu'il avait très fermement pris position pour des sanctions de la S.D.N. envers l'Italie. En rencontrant Daladier à Munich, Mussolini pensait qu'il restait l'homme du Front populaire, donc de l'impuissance politique. Il n'était pas loin de partager l'avis d'Adolf Hitler qui estimait, en mars 1938, « qu'on pouvait s'attendre éventuellement à une révolution dans ce pays ».

Il est vrai que Daladier, en deux ans, avait viré de bord. Le

Front populaire était pour lui une expérience négative, qu'il avait largement contribué à briser. Mussolini aussi avait changé. Il n'était plus le Duce de 1933 : il était loin le temps où sir Ivone Kirkpatrick, diplomate britannique, le décrivait comme « un gamin aventureux qui vole un bateau et prend la mer sans savoir exactement quoi faire quand le vent commence à souffler ». Vainqueur du négus Haïlé Sélassié grâce à l'emploi de bombardiers modernes et de gaz asphyxiants, Mussolini avait fait un empereur d'Éthiopie du roi d'Italie – dont l'épouse avait fondu son alliance en or, sur le marbre du monument aux morts de Rome, devant 250 000 Romaines, pour financer la guerre. Sur la piazza Venezia, le samedi 9 mai 1936, il avait salué devant la foule fasciste hurlant sa joie « la réapparition de l'Empire sur les collines sacrées de Rome ». Pour éviter la guerre, c'est à ce bruyant triomphateur que les alliés de l'Ouest, deux ans après son exploit, devaient la grâce de se rendre à Munich, pieds et poings liés, devant l'autre dictateur à chemise brune, qui prétendait « réviser » le traité de Versailles, ayant déjà annexé l'Autriche, en démantelant la Tchécoslovaquie.

Il est trop tard, en septembre 1938, pour tenter de dissocier le front commun des deux dictateurs, et Daladier ne se berce pas d'illusions. Mussolini, dans sa gloire éthiopienne, rend visite à son puissant allié qui a révisé, par ses seuls moyens, les traités de Versailles.

Daladier et ses amis radicaux ont pris conscience du danger nazi avec retard. Peu frotté de politique étrangère, il ne connaissait ni l'Allemagne ni le nazisme, quand il déclarait encore, en avril 1932, avant les élections législatives françaises, « qu'un accord franco-allemand était indispensable à l'organisation européenne et à la construction de la paix ». Le parti radical avait du mal à renoncer au pacifisme de ses députés anciens combattants de gauche. Les progrès du nazisme le gênaient. Il

ne voulait pas les inclure dans ses calculs politiques. Son programme électoral faisait comme si l'Allemagne de Weimar devait résorber le nazisme. Pour Daladier, Hitler n'était qu'un profiteuse de la crise sans envergure et sans avenir. Qu'il pût arriver au seuil du pouvoir montrait seulement le désarroi d'une république fort peu démocratique, dominée par les seigneurs de l'acier à l'Ouest (les barons du *Herrenklübe*), les seigneurs de la guerre à l'Est (les *Junker* prussiens, cadres supérieurs de l'armée). Son arrivée à la Chancellerie avait été pour les responsables français une surprise. Elle n'avait en rien changé dans l'immédiat le discours pacifiste des radicaux, qui croyaient encore pouvoir contenir l'agressivité de Hitler par la S.D.N.

L'entente de la vieille Allemagne de Hindenburg et de la nouvelle Allemagne nazie en chemise brune – symbolisée par la revue des drapeaux à croix noire de Prusse devant Hitler et Goering à la Garnisonkirche de Potsdam, où reposait le grand Frédéric, image largement diffusée par les actualités cinématographiques allemandes – présentait Hitler comme l'héritier du vieil impérialisme du Reich, désireux de déchirer à belles dents, à la manière de Bismarck, les traités inégaux.

Il n'y avait que trop bien réussi et l'Angleterre, soucieuse d'atténuer les rigueurs de Versailles, n'avait nullement encouragé la France dans ses velléités de résistance au révisionnisme hitlérien. La Sarre était redevenue allemande, et la Rhénanie occupée sans tirer un coup de canon.

Pourtant le réarmement, déjà décidé, n'avait pas encore donné de résultats appréciables. Keitel, nommé Generalleutnant dans la nouvelle Wehrmacht, armée nationale de conscription fondée par la loi du 21 mai 1935, rapporterait plus tard que les effectifs ayant réellement franchi le Rhin lors de la réoccupation de la Rhénanie en mars 1936 n'étaient que de trois bataillons et que le commandant en chef, Blomberg, proposait à Hitler de les retirer. « Nous ne disposons même pas, expliquait-il, de sept divisions prêtes pour le combat. Celles-ci étaient,

depuis le 1^{er} octobre 1935, destinées à servir de noyau à l'armée prévue de trente-six divisions... Notre armée était faiblement équipée, elle ne possédait ni chars, ni artillerie lourde. Notre marine de guerre était à peu près inexistante et notre aviation ne faisait que sortir des limbes. » Mais Hitler, en imposant aux trois bataillons aventurés l'ordre de résister jusqu'au bout, avait profité de l'impuissance politique des Franco-Britanniques et gagné son coup de bluff.

Eden avait seulement exprimé ses « profonds regrets ». Les Français n'avaient pas bougé. Daladier avait mesuré la solitude du pays et l'impuissance du cabinet radical d'Albert Sarraut, qui ne pouvait prendre le risque d'une guerre sans l'appui de l'Angleterre. Le général Vuillemin l'avait averti de la faiblesse tragique de l'aviation qui ne pourrait tenir l'air plus de 15 jours devant la nouvelle Luftwaffe.

Après avoir sous-estimé Hitler, les Français le surestimaient. Daladier était le seul alors à exprimer des réserves, « L'Allemagne, disait-il, est terriblement forte, et peut tenter de se croire plus puissante qu'elle n'est. » Il manquait à Hitler, au printemps de 1938, un élément pour obtenir la révision par la force ou la menace du traité de Versailles : la neutralisation de Mussolini, qui restait un adversaire de l'Anschluss.

Il l'avait montré le 25 juillet 1934, après l'assassinat du chancelier Dollfuss. Un groupe de 154 nazis de la Standarte 89 de la S.S. clandestine viennoise avait fait le coup, Mussolini ne pouvait en douter. Dollfuss était son protégé. Il avait aussitôt expédié deux divisions italiennes sur le Brenner pour défendre l'indépendance de l'Autriche contre Hitler, alerté Paris et Londres. Les capitales européennes n'avaient pas bougé. « Je ne puis toujours être le seul à marcher sur le Brenner », avait conclu Mussolini.

Hitler avait-il les mains libres ? Pas encore. Mais Mussolini était sûr désormais que les démocraties occidentales ne feraient rien pour sauver le régime de Vienne. Le 11 mars 1938, Hitl

avait décidé d'employer la force. Quand le successeur de Dollfuss, le chancelier Kurt von Schuschnigg, un honnête juriste démocrate-chrétien, s'était décidé à opposer à l'ultimatum de Hitler un référendum hâtivement organisé dans son pays, il avait alerté les chancelleries. Il n'y avait pas à Paris de gouvernement français, Camille Chautemps ayant démissionné. Impossible de joindre les ministres anglais : ils étaient partis en week-end. Pas la moindre protestation, sur le moment, de Neville Chamberlain.

Quant à Mussolini, il avait été alerté par l'envoyé spécial de Hitler, le prince de Hesse, époux de la princesse Mafalda de Savoie, une des filles du roi d'Italie. Le Duce avait répondu qu'il était informé directement par Vienne de la suite des événements, et qu'il adressait au Führer ses amitiés : l'Autriche ne l'intéressait nullement.

La dernière pièce du puzzle était en place : Hitler avait eu les mains libres, grâce au silence de Londres et de Paris, mais aussi par la coopération de Mussolini, pour faire main basse sur l'Autriche. Le Grand Reich était reconstitué. Pour dominer l'Europe centrale, il était essentiel que l'Italie, qui avait seulement laissé faire, devînt l'alliée effective de l'Allemagne.

À Munich, en septembre 1938, Mussolini est-il déjà dans la main de Hitler ? André François-Poncet, présent à la conférence de Munich, donne le sentiment du contraire. « J'avais été frappé, écrit-il, de l'ascendant que Mussolini semblait exercer sur son comparse. » L'ambassadeur à Berlin n'avait peut-être pas encore renoncé à la politique française traditionnelle, de gauche comme de droite selon les périodes et les conjonctures, de détacher le Duce du Führer.

L'ascendant de Mussolini sur Hitler s'était affirmé en 1936, lors de la guerre d'Espagne. De fait, alors que Hitler se contentait, par son jeu de poker, de rectifier les frontières de l'Alle-

magne, poursuivant un but exclusivement nationaliste et allemand, Mussolini était apparu, par son entrée fracassante dans la croisade franquiste, comme le leader idéologique européen de l'antibolchevisme armé, alors que les démocraties hésitaient à voler au secours d'une République espagnole rongée par le communisme. Elles finissaient par se résoudre à la politique de non-intervention défendue, la mort dans l'âme, et faute de toute autre possibilité, par Blum.

Par son engagement en Espagne, Mussolini s'attirait les sympathies de toutes les droites européennes antibolchevistes : celle du parti conservateur anglais de Neville Chamberlain, furieusement anticommuniste, celle de la droite parlementaire française qui venait, derrière Laval et Flandin, de perdre les élections. Ce départ en croisade du fascisme précédait les accords anti-Komintern et servait encore de référence aux Allemands beaucoup moins engagés.

Alors que Hitler hésitait encore, Mussolini avait expédié au Maroc douze trimoteurs Savoia Marchetti qui avaient permis à l'armée de Franco immobilisée au Maroc d'organiser un mini-pont aérien avec l'Andalousie. Cette intervention de Mussolini avait décidé Hitler à envoyer sur place le général Walrimont, et Goering à autoriser le départ de 200 Junker-52, « en échange de devises », précisait-il mesquinement. Ce début d'intervention s'accompagnait bientôt de l'envoi de véritables divisions de chemises noires (jusqu'à 50 000 hommes) selon les accords secrets du 29 novembre 1936 signés à Rome. « Partez pour l'Espagne, haranguaient les officiers fascistes, bras ouverts et pleins de générosité. Vous aurez l'orgueil d'avoir aidé une fois de plus à sauver l'Europe. »

Ce viril engagement de juillet posait Mussolini en leader. Il alignait les chars et les divisions, alors que Hitler lésinait sur les matériels et les experts. Le Führer se réjouissait de cette évolution aventureuse de la politique étrangère italienne qui la détournait de l'Europe centrale et lui interdisait tout rapproche-

ment avec Londres et Paris. Si anticomuniste qu'il fût, le gouvernement britannique ne pouvait intervenir en faveur d'un général de *pronunciamiento*, soutenu par les dictateurs. Hitler prévoyait donc le moment où il pourrait faire des avances à Rome.

La première tentative vint du ministre nazi Hans Frank, auprès du comte Ciano, gendre de Mussolini. Il l'invitait à Berlin dans le but de « conclure une alliance italo-allemande ». Ainsi Hitler était encore demandeur.

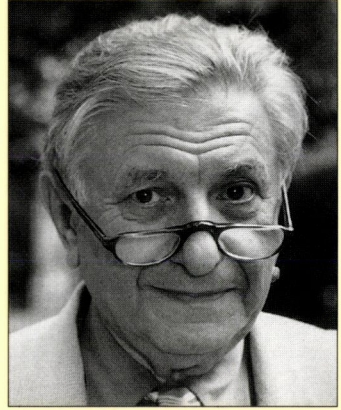
Certes, il n'avait pas gardé le meilleur souvenir de sa première rencontre avec Mussolini en 1934. Méditant alors l'Anschluss, il avait, une première fois, sollicité d'être reçu en Italie. Son Junker-52 s'était posé à San Nicolo, à l'entrée du Lido de Venise. Il était coiffé, dit Edda Ciano, « d'un chapeau difforme dont il ne savait que faire », et vêtu « d'un imperméable trop grand qui lui battait les mollets ». Il avait devant lui Mussolini et les chefs militaires en grand uniforme blanc, scintillants de galons et de médailles, et les fascistes en chemises noires. L'ambassadeur d'Allemagne Ulrich von Hassell (un chrétien conservateur qui devait mourir décapité à la hache en septembre 1944, avec les résistants de Munich) avait organisé la rencontre. Timide, emprunté, Hitler avait été réduit au rôle de figurant. L'entrevue avait été un échec humiliant pour le leader nazi.

Pourtant, en septembre 1936, alors qu'il était conforté par sa réussite en Rhénanie, il avait renouvelé ses avances. Il était désormais désireux de conclure avec l'Italie une véritable alliance, qui lui laissât les mains libres en Europe centrale. La démonstration de force de la Wehrmacht dans la Ruhr avait ébloui Mussolini.

Hitler avait d'abord rencontré le secrétaire général du ministère italien des Affaires étrangères, Anfuso. Le diplomate avait retenu que, pour le Führer, Mussolini avait été « le premier en Europe à avoir défié le marxisme ». Déjà l'ambassadeur von Hassell, lors de l'affaire de Rhénanie, avait averti Mussolini que

Hitler invite!

Chamberlain et Daladier se précipitent : tout, mais pas la guerre! Les Tchèques ne sont pas invités et pour cause : il s'agit de les dépecer. Les Russes ne sont pas là : Staline attend le bon moment pour s'allier avec Hitler et lui offrir le fer et le pétrole dont il a besoin pour gagner la guerre.



Les nazis, au jour le jour, ont tout dit sur Munich : il suffit de lire leurs archives secrètes pour mesurer les faux calculs, les illusions, les lâchetés, l'incompétence des hommes d'État occidentaux pris dans un piège sinistre dont, trois mois plus tard, ils se rendront enfin compte. Les nazis à Prague, ils ont perdu la face, la paix, et aussi l'honneur. La guerre s'annonce, lugubre avec son cortège de persécutions, de violences, de mensonges. On voit Hitler mentir en direct et son compère Mussolini lui servir la soupe dans l'espoir de se mettre lui-même à table.

Une histoire qu'il faut lire et relire si l'on veut comprendre ce qu'étaient les nazis.

Illustration de couverture :
conférence de Munich, 29 septembre 1938,
(de gauche à droite : Chamberlain, Daladier,
Hitler, Mussolini). © AKG Paris.



B 24786.9  9.98
ISBN 2.207.24786.4
98 FF TTC